



Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

Bilad es Soudan, en arabe, c'est le pays des Noirs
s'ils tuent tous les Noirs, comment appelleront-ils leur pays ?" (Anonyme)

Bulletin créé en 1992

N°130 - Mai/Juin 2005

Les États-unis s'allient au Soudan malgré le génocide au Darfour

Democracy Now Silverstein, sénateur Payne, Booker,

(Dans sa proposition de résolution sur le Soudan du 9 mai 2005, le Parlement Européen « demande instamment aux États-unis, à la suite de ses réunions sur le terrorisme global avec le responsable du gouvernement du Soudan pour la sécurité et les services de renseignements qui est soupçonné de figurer sur la liste des 51 noms de suspects de crimes de guerre, de ne pas réduire ses engagements en vue de résoudre le conflit et de mettre un terme à l'impunité au Darfour ».

Comme nous l'avons souvent rapporté, l'administration Clinton avait déjà créé des liens avec les services de renseignement soudanais, bien que le Soudan fût sous sanctions des Nations Unies pour la tentative d'assassinat de Moubarak et sur la liste américaine des États qui soutenaient le terrorisme. A partir du 11 septembre la CIA se souvint qu'Usama ben Laden avait habité au Soudan, que le Soudan devait savoir des choses sur les terroristes ; le Soudan, de son côté, craignait être le prochain sur la liste d'attaques américaines après l'Afghanistan et fut prêt à aider la CIA, lui donnant énormément d'informations y compris financières. VS)

La lutte contre le terrorisme sur le territoire américain est la première priorité des Américains. Les droits de l'homme des Soudanais se trouvent en fin de liste. La CIA avait supprimé il y a 10 ou 12 ans presque tous ses postes d'Afrique. Maintenant elle dépend pour ses informations du gouvernement soudanais. Récemment les liens semblent s'être renforcés. Dans un geste très symbolique, un avion de la CIA s'est rendu à Khartoum pour amener à Washington le chef des renseignements soudanais Salah Abdallah Gosh pour une rencontre de trois jours. Salah Abdallah est soupçonné d'être sur la liste des 51 suspects de la Cour Pénale Internationale. Khartoum s'est beaucoup vanté de cette visite.

L'administration américaine veut normaliser les liens avec Khartoum. Aussi s'est-elle concentrée sur la paix du Sud et a obtenu un accord de paix, ce qui devait lui permettre d'enlever le Soudan de la liste des États soutenant le terrorisme

et, accessoirement d'autoriser les pétroliers américains à œuvrer au Soudan. Sur ce, l'affaire du Darfour est arrivée. Poussée par l'opinion publique, l'administration a dû en faire un peu. Elle en fit le moins possible. Elle envoya le Secrétaire d'État assistant Robert Zoellick rencontrer le vice président Taha le 14 avril, sans qu'on ait connu la teneur de leurs entretiens. Mais interrogé par la presse, Zoellick dit que le nombre de morts au Darfour se situait entre 60 000 et 160 000 personnes, un chiffre extraordinairement bas, destiné sans doute à minimiser la crise. Cette déclaration suscita un tollé aux États-unis.

Le Congrès a voté à l'unanimité : « les événements du Darfour relèvent du génocide ». Colin Powell l'a dit plusieurs mois plus tard. Le Congrès s'intéresse toujours à cette région. Par exemple il a préparé une liste d'officiels de haut rang soudanais dont il dit qu'ils sont impliqués dans les crimes de guerre et crimes contre l'humanité, et a demandé sa propre liste à l'administration – qui ne l'a pas donnée. Le Congrès a aussi demandé, conformément à la résolution du Conseil de Sécurité, des sanctions d'interdiction de voyage et de gel de comptes contre les personnes responsables de ces crimes. L'administration n'a rien fait. Il a demandé à l'administration de prendre des mesures pour un embargo sur les armes contre le Soudan. Toujours rien.

Pour que les Nations Unies élargissent d'autorité, selon l'article 7, le mandat de l'Union Africaine, l'autorisant à protéger les civils et à s'interposer entre les combattants, il faudrait que les États-unis pressent la Russie et surtout la Chine. L'administration s'en est bien gardée. Elle s'est même lavée les mains du mandat réduit actuel, en disant *les problèmes africains aux Africains*, sachant que l'Union Africaine, qu'elle se garde d'aider malgré le vœu du Congrès, n'a ni la logistique ni le financement pour une telle action. Maintenant le Congrès demande un *Darfour Accountability Act* sur lequel Bush n'a toujours pas pris position. Condoleezza Rice a même refusé l'invitation de la Commission des Affaires Étrangères du Congrès, pour parler du Soudan devant elle.

Un leader du Sénat a demandé un visa pour aller au Soudan qui lui a été refusé. Comment peut-on avoir des liens avec un pays qui dit que votre leader du Sénat n'est pas le bienvenu ?

(Depuis, les États-unis ont prévenu le Soudan que les fonds promis ne seraient pas donnés avant la paix au Darfour, ils ont aussi promis 50 millions de dollars d'aide à l'Union Africaine pour son action militaire au Soudan. Bien peu. De nombreuses associations américaines ont écrit à la Maison-Blanche en demandant une action plus énergique au Darfour, tandis qu'un sondage montrait que 86% des Américains pensaient que leur administration ne devait pas rester passive devant un génocide et que les pressions internationales s'intensifient. VS).

S O M M A I R E

Les États-unis s'allient au Soudan malgré le génocide au Darfour

(Democracy Now) p. 1

Darfour Indignité omniprésente p. 2

Suggestions d'International p. 3

Crisis Group

Sud-Soudan Un équilibre fragile p. 6

L'Emprise grandissante

de Dubaï (L O I) p. 7

Mécontentement

aux Monts Nouba p. 8

Front Est p. 8

Opposition p. 8

Nations Unies p. 3

Droits de l'homme p. 4

Pétrole et économie p. 5

Le barrage de Merowe

(Bosshard, Hildyard)

es milices janjawid arabes pour attaquer les civils africains, tire ses bases au détriment des régions marginalisées. Cet accaparement fut dans l'Est. Une autre source de conflit est l'attachement traditionnel et les Masalit, ou pasteurs comme les Zaghawa, au parti Umma de Darfour en trois États, donné argent et armes aux arabes qui sont chefs traditionnels Umma, confié, pour contrebalancer l'influence des terres. Les africains se sentaient étrangers dans leur propre de trois siècles. Quand on interviewe les victimes elles en veulent des.

violent, dangereux, mortel. Les dernières semaines virent ombats entre milices et rebelles, des conflits tribaux accrus rcèlement par les forces de sécurité, qui se mêlent de tout, eux et leurs véhicules et une plus grande violence dans et s humanitaires, arrive. Le Programme Alimentaire Mondial riture en période de « soudure » de mai à septembre quand ésés et que la nouvelle moisson n'est pas encore là. Mais un ation peut durer.

c une offensive gouvernementale majeure, n'ont pas repris. e San Egidio semble avoir réussi à les y faire renoncer. Les

Suggestions d'International Crisis group

Élargir le mandat de l'Union Africaine à la protection des civils et éventuellement au désarmement des *janjawid* et autres bandits. Neutraliser les milices : le Conseil de Sécurité pourrait demander au Soudan de lui soumettre un plan à ce sujet et, en cas d'échec, ordonner des sanctions contre les politiques et fonctionnaires responsables. Faire observer l'interdiction par le Conseil de Sécurité de vols militaires offensifs, par exemple en établissant une couverture radar AWACS sur le Darfour. Faire observer l'embargo sur les armes à destination du Darfour

Établir rapidement le panel d'experts prévu par la résolution 1591 pour les sanctions financières et interdictions de voyage. Envisager d'autres sanctions. Soutenir les investigations de la CPI, y compris en établissant des sanctions contre les officiels soudanais qui ne coopèreraient pas.

Établir, comme dans les négociations du Sud, un cadre multilatéral, qui pourrait mettre la pression sur les négociateurs et leur suggérer des idées : parmi les États pouvant faire partie de ce cadre, les États-Unis, la Norvège, la France, mais aussi le Royaume-Uni, la Chine, le Canada, les Pays-Bas, l'Égypte, la Libye et l'Inde. Nommer comme médiateur une personnalité internationale. Réunir, lors d'une séance d'inauguration, avec les acteurs principaux, les Secrétaires Généraux des Nations Unies et de l'Union Africaine. Aider les rebelles à résoudre leurs querelles internes en tenant avec eux des conférences de direction.

Les lenteurs des pourparlers de paix

Le mini sommet à Tripoli, organisé sans les rebelles, gardés toutefois à proximité pour consultation, a poussé Khartoum à reprendre les négociations, en échange d'un soutien contre la décision du Conseil de Sécurité qui veut envoyer des Soudanais devant la Cour Pénale Internationale. Selon le sommet, malgré l'opposition violente des rebelles, les criminels devront être jugés en Afrique. Moubarak a même proposé d'envoyer des experts judiciaires. Qaddafi, mauvais médiateur, a décrit les mobiles des rebelles, « non objectifs et déshonorants ». Les médiateurs aux négociations seront trois Africains, les présidents tchadien et nigérian et le chef de la Commission de l'Union Africaine. Le Tchad

accuse toujours Khartoum de maintenir une force de 3000 hommes sur la frontière pour le déstabiliser. Khartoum continue à faire des soi-disant réconciliations intertribales, parfois en des lieux où la guerre n'a pas sévi. Il a envoyé le chef *janjawid* Musa Hillal faire le tour du Darfour en promouvant paix et réconciliation. Ce dernier a conseillé les mariages intertribaux. Le Soudan cherche-t-il à sauver Musa de la Cour Pénale Internationale où chacun l'imagine l'un des 51 à y être jugé ? Garang propose toujours de faire partie des pourparlers. On lui a répondu, plus ou moins officiellement qu'il le pourrait quand il serait premier vice-président, c'est-à-dire après le 9 juillet.

Nations Unies

Le procureur de la Cour Pénale Internationale ouvre l'enquête

A la Commission des Droits de l'homme Un Rapporteur Spécial pour le Soudan, spécialement le Darfour

D'intenses négociations ont eu lieu. Les Occidentaux voulaient nommer un rapporteur spécial des Droits de l'homme au Soudan et particulièrement au Darfour, en utilisant une langue ferme, « la plupart des attaques ont été dirigées contre des civils, délibérément et sans discrimination, pour la plupart dirigées ou tolérées par le gouvernement de Khartoum » Ils voulaient aussi demander à Khartoum de démanteler ses milices et de cesser de les soutenir. Les Africains s'en tenaient à un discours plus modéré exprimant sa « grave préoccupation des violations des droits de l'homme par les deux parties au Darfour », mais aussi demander le respect de l'accord de cessez-le-feu et la reprise des négociations. Après des semaines de débats on prit la motion africaine avec le désarmement des milices et la nomination d'un Rapporteur Spécial. La motion fut votée à l'unanimité, même par le Soudan, malgré ses tempêtes des semaines précédentes contre la nomination d'un Rapporteur Spécial. Khartoum avait senti passer le vent du boulet.

Personne n'a été nommé et l'on n'a plus parlé de démantèlement des milices.

Selon *Human Rights Watch*, ce texte n'est pas correct [les rares abus rebelles sont, en vérité, sans commune mesure avec les crimes contre l'humanité, gouvernementaux] et

n'aurait de valeur que s'il était appliqué après 3 ans de violences sans frein.

La Cour Pénale Internationale

Peu après que l'Union Africaine ait appuyé le Soudan en se déclarant opposée au jugement par la CPI des personnes soupçonnées de crimes contre l'humanité au Darfour, le Procureur de la même CPI a ouvert officiellement l'enquête sur les exactions au Darfour le 6 juin. « Cette enquête sera impartiale et indépendante et se concentrera sur les personnes portant la plus grande responsabilité dans les crimes... [Elle] fait partie d'un effort collectif aux côtés de l'Union Africaine et d'autres initiatives pour mettre fin à la violence au Darfour... Les mécanismes traditionnels africains peuvent constituer un complément important à ces efforts et permettre d'obtenir la réconciliation locale », a-t-il déclaré. Les difficultés principales seront le manque de collaboration de Khartoum et surtout la protection des témoins.

C'est la première fois que la CPI est saisie par le Conseil de Sécurité.

Les États-Unis auraient promis au premier vice-président actuel, Osman Mohammed Taha, une totale amnistie pour son action au Darfour s'il faisait la paix au Sud. Quelle influence ont-ils sur la CPI ?

Violations

– Le 18 mai, la police a envahi le bidonville de Soba Arada, à 10 kilomètres au sud-est de Khartoum pour emmener les résidents, habitant là souvent depuis 14 ans, vers un emplacement dans le désert sans eau, sans possibilité de travail et sans aucun service, le but étant de faire du lieu une zone résidentielle élégante. Les habitants ont résisté et selon de très nombreux témoignages que Khartoum récuse, la police a ouvert le feu sur la foule, tuant 17 adultes et 6 enfants. Les résidents, qui n'étaient armés que de bâtons ont arraché des armes aux policiers, incendié le poste de police et brûlé 6 véhicules de la police. Selon les autorités, il y a eu dans la police 14 morts et 17 blessés. [Selon des informations de VS, les policiers présents ignoraient qu'ils avaient été appelés en renfort, qu'il y avait une émeute, et les causes de cette émeute]. Les efforts des journalistes pour voir les blessés ont été vains, l'hôpital était protégé par la police qui en interdisait l'accès (AFP 18 05, Reuter 18 05). Après une première éviction dans Soba Arada, une de nos amies s'était suicidée de désespoir. Les Nations Unies ont critiqué cette éviction forcée sans consultation vers des zones désertiques, position que Khartoum a violemment blâmée. Le 19 mai, les sessions de révision de la constitution furent suspendues à la demande du Mouvement de Libération du Peuple Soudanais (MLPS) en protestation contre l'éviction forcée des personnes déplacées. Une rencontre a eu lieu entre le gouverneur de Khartoum et le chef de la délégation SPLM à la constitution, les deux hommes tombèrent d'accord que les gens ne devaient pas être expulsés de force, et le gouverneur promit de chercher une solution (Sudan Tribune 19 05).

N'empêche que les Services de Sécurité ont intimé l'ordre au quotidien de langue anglaise le *Khartoum Monitor* de supprimer la copie de la dépêche de Reuter et l'éditorial consacré aux événements. Soit le quotidien a refusé, soit il n'avait rien à mettre à la place, le journal n'a pas paru, à l'indignation de *Reporters sans Frontières*. Les autorités soudanaises veulent poursuivre le quotidien pour avoir fait paraître des nouvelles [qui n'ont pas paru !] fausses. Si le tribunal est de bonne foi, il semble aisé à *Khartoum Monitor* de se disculper car il a les noms des 6 enfants tués et aura facilement les noms des adultes (RSF 22 /23 05, AP 21 05, AFP 22 05).

N'empêche que le 24 mai 6000 soldats et 400 officiers de police ont entouré le camp avec des mitrailleuses montées sur des camionnettes, tout fouillé et arrêté un nombre considérable de résidents en les tabassant fortement. Nous avons un compte rendu éloquent de journalistes de la BBC et de Reuter qui furent eux-mêmes arrêtés et tabassés. Selon le gouverneur de Khartoum, l'opération n'était pas pour le déplacement, mais pour la recherche de gens pour vol d'armes [aux policiers pendant l'émeute !] et autres activités criminelles. Selon le chef de la police il y a eu 88 arrestations. Cet incident n'empêchera pas le gouvernement de mettre en œuvre son plan d'éviction a déclaré le ministre de l'Intérieur de l'État de Khartoum (AP, Reuter, AFP, BBC 24 05).

A en croire le quotidien Alwan, repris par la BBC, l'attaché militaire français, M. Jacques François nous a déshonorés en déclarant que les incidents de Soba lui rappelaient des conduites criminelles en France où les policiers étaient victimes de hors-la-loi (BBC Monitoring Service, 26 mai).

– Nous annonçons dans le dernier VS, la libération du défenseur des droits de l'homme soudanais, Mudawi Ibrahim Adam, le 10 mars, après une intervention

américaine. Il a été à nouveau arrêté le 10 mai au matin alors qu'il s'appretait à se rendre en Irlande recevoir le prix de l'association *Front Line* des mains de la Présidente de la République.

Ses arrestations seraient dues au fait qu'il aurait participé à un film sur la situation au Darfour, film qui fut plus tard montré à la télévision norvégienne. (*Irish Times* 10 05, *Front Line* 12 05)

– Sati Mohammed al Hajj, avocat de droits de l'homme, Youssouf Hussein, Tariq Ahmed Gasim et Fawaz Salah al Sayed ont été gardés au secret par les forces de Sécurité ; les deux derniers auraient été torturés. Ils sont parents des officiers qui ont été exécutés en 1990 pour avoir prétendument préparé un coup d'État. Ces hommes étaient soupçonnés de vouloir commémorer le quinzième anniversaire de leur exécution (Amnesty International AFR 54/042/ 2005).

– Mohamed Taha Mohamed Ahmed, directeur de la publication du journal islamiste *Al Wifaq*, après avoir été arrêté sur plainte d'imams islamistes, est paru devant la cour le 5 mai pour avoir publié des articles repris sur internet, donnant à entendre que le prophète Mohammed n'était pas le fils d'Abdallah et n'était pas né dans le clan Hachémite (Sudan Tribune 05 05, AP 08 05, AFP 10 05).

– Un étudiant a été tué de coups sur la tête lors d'une manifestation des étudiants de l'université des deux Nil à Khartoum, manifestation destinée à protester contre des manipulations d'élections étudiantes (Reuter 18 04). Un autre étudiant venait d'être tué dans des manifestations pour la même raison à Delenj dans le Soudan central (Sudan Tribune 21 04).

– Des quatre-vingt-un civils jugés pour une soi-disant tentative de coup d'État en septembre, vingt-huit ont été condamnés à entre cinq ans et quinze ans de prison. Les autres ont été acquittés. Beaucoup appartenaient au parti de Tourabi, beaucoup venaient du Darfour sans que l'on sache lesquels ont été condamnés. Le principal avocat de la défense, Kamal Omar, a déclaré que les confessions avaient été soutirées par la torture et les menaces de mort. Vingt et un autres hommes, des militaires, sont jugés par une cour martiale. On ignore si les pilotes qui avaient refusé de bombarder les villages du Darfour, et dont on est absolument sans nouvelles, sont parmi eux (Reuter 14 05).

Miscellaneous

– Eric Reeves est mort de leucémie fin avril 2005. Professeur de littérature à Smith College, sa vie bascula en 1998 lors d'une conversation avec Médecins sans Frontières. Abandonnant Shakespeare, il consacra alors sa vie au Soudan, envoyant régulièrement par courriel de longs papiers sur le Soudan. Son dernier travail fut de quantifier les victimes du Darfour, dont le nombre était alors complètement sous-évalué, en combinant les différentes études. Ses chiffres furent plus tard estimés en dessous de la réalité. Concernant le Soudan, il était féroce, parfois injuste, traitant les Nations Unies d'incompétentes, le Président de l'Union Africaine de menteur indigne et la presse d'irresponsable (Épithètes données selon *The Boston Globe* paru de son vivant, le 24 04). Il aura travaillé jusqu'au bout, le dernier courriel que nous ayons reçu de lui date du 7 avril.

– Un homme d'affaires turc, Khayiddine Yojah, va aller à pied d'Istanbul au Darfour pour témoigner de sa solidarité avec les Soudanais (KUNA 03 06).

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Juin 2005 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

PÉTROLE ET ÉCONOMIE

De plus en plus d'argent !

Le Fonds Monétaire International (FMI) a fait son rapport sur les performances économiques du Soudan de 2001 à 2004. L'accroissement moyen s'est élevé à 4,6%. La croissance du secteur non pétrolier s'est élevée à 5,3%, l'inflation a été très fortement réduite tandis que l'investissement s'est élevé à 22% du Produit National Brut. Les revenus des exportations ont servi à constituer une réserve de devises et à augmenter les dépenses gouvernementales. Bref, le Soudan est le bon élève de la classe à cause des réformes appliquées depuis 1997 (SUNA 03 05).

Selon le ministre des Finances soudanais le taux de croissance a été de 7,2% la monnaie nationale a augmenté de 12%, les taxes et revenus du pétrole de 100% et les salaires ont accru de 67%. Le ministre ou tout au moins la dépêche d'agence, ne dit ni quand, ni sur quelle durée (Sudan Tribune 8 05) Il a déclaré d'autre part que le Soudan serait bientôt hors la liste des pays les moins développés car son revenu per capita allait atteindre deux dollars (SUNA 24 05) Il s'agit d'une moyenne entre apparatchiks extrêmement fortunés et ceux plus nombreux, qui ont moins d'un dollar de revenu.

Selon le ministre des Affaires Étrangères, la Chine est le premier partenaire économique du Soudan, le commerce dans les deux sens a atteint 2521 milliards de dollars, une augmentation de 31,3% sur l'année précédente (Xinhua 21 05).

Le Soudan s'est vu accorder le statut d'observateur à l'Organisation Mondiale du Commerce. Avant d'être membre, il devra notamment réformer en profondeur les sociétés étatiques, les droits d'excise, les taxes à l'importation et l'exportation et organiser un corps indépendant pour recevoir les plaintes des usagers de la douane. Il devra aussi réviser une série d'accords concernant les services, non clairement explicités dans la dépêche (PANA 22 05).

Un emprunt de 71 millions de dollars a été approuvé par le Conseil des Ministres auprès du Fonds Arabe de Développement Social et Économique, pour une production de 340 000 tonnes de sucre et 40 000 tonnes d'autres récoltes, près du Nil Blanc. Les fonds seront utilisés pour des pompes et des travaux d'irrigation. Le coût total du projet sera de 409 millions de dollars (Sudan Tribune, 8 05).

Le Soudan va construire un nouvel aéroport à quelques 45 kilomètres au sud-ouest d'Omdurman, la ville jumelle de Khartoum, pour un coût de 530 millions de dollars et destiné à 8 millions de voyageurs/an. Les travaux de la première phase, basés sur des dessins d'une société allemande, commenceront début 2006 et seront achevés en trois ans, après quoi l'ancien aéroport sera fermé.

On indique toutefois que le ministre des Affaires Étrangères dirigera un comité destiné à étudier les offres internationales pour le financement du nouvel aéroport. La société aérienne nationale Sudan Airways a commandé 6 avions Antonov d'Ukraine pour un coût de 82 millions de dollars. C'est aussi l'Ukraine qui sera chargée de l'entretien des avions à l'aéroport de Khartoum pour un coût de 8,2 millions de dollars (SUNA 15 95). L'Ukraine a ouvert le 15 mai un consulat à Khartoum (SUNA 15 05).

La banque de Émirats et du Soudan, la plus grande des nouvelles banques islamistes au Soudan, va lancer pendant un mois la souscription de 28,5 millions de parts à un dollar chaque (WAM 14 06).

Les Blocks 3, dans le Sud, et 7, en très grande partie dans le Sud, produisent un pétrole appelé le *Dar Blend crude*,

qui a un chiffre de haut acide de 2,4, ce qui rendra sa vente plus difficile. En effet si ce chiffre dépasse un, le pétrole est corrosif et ne peut être traité que dans des raffineries spécialement équipées. Le Soudan a commencé des discussions avec le malais Pétronas pour la construction d'une raffinerie de 100 000 barils/jour. Dans l'attente il a pris des contacts avec trois sociétés européennes pour qu'elles le vendent, Vitol, Trafigura et Arcadia. L'arrivée de ce nouveau brut doublera pratiquement la production soudanaise. (Reuter 9 mai).

METITO a annoncé avoir obtenu un contrat de 8 millions de dinars émiratis pour fournir des services de désalinisation et de traitement des eaux à « l'un » des champs pétrolifères du Sud-Soudan. Ce projet fournira 620 mètres cubes d'eau fraîche à l'heure. La société planifie aussi de traiter les eaux mêlées de pétrole.

La société indienne de services financiers, qui fabrique aussi des téléviseurs, Videocon, a signé un mémorandum d'entente pour l'exploration pétrolière dans la province de Khartoum. Elle a décidé d'investir 100 millions de dollars pour une participation de 70% (Reuter 15 04).

Le barrage de Merowe/Hamadab

Peter Bosshard, Nicolas Hildyard

Ce projet sur la 4^{ème} cataracte [au Nord de Khartoum] est le plus grand projet de barrage aujourd'hui construit en Afrique. Son réservoir aura 174 km de long, déplacera 50 000 personnes [et coûtera 1,5 milliards de dollars].

Il est financé par la *Export Import Bank* chinoise et plusieurs institutions financières arabes. Il est construit par des sociétés chinoises et soudanaises avec le français *Alstom* et l'allemand *Lahmeyer International* qui jouent un rôle majeur. Le barrage est en construction. Environ 10 000 personnes sont déjà réinstallées.

Elles ont été emmenées de la vallée du Nil fertile [c'étaient pour la plupart des petits fermiers] au désert de Nubie. Les sols dans le désert sont si pauvres que les fermiers ne peuvent pas vendre leurs produits. On leur avait promis l'eau, l'électricité, des fertilisants, etc. gratuits pendant une période de transition de deux ans, mais on les escroque le plus souvent. Les autorités du projet essaient de refuser les compensations à beaucoup de personnes et refusent de négocier avec les communautés affectées. La police a répondu par la force aux protestations, elle a arrêté et détenu cinq représentants des communautés.

L'impact environnemental du barrage n'a jamais été évalué et, contrairement à la loi, les autorités environnementales n'ont jamais contresigné ce projet. Tant que les problèmes sociaux et environnementaux du projet n'auront pas été réglés, - les organisations présentent une série de recommandations pour ce faire, elles recommandent qu'il soit suspendu. [C'est ce que demande l'association de défense des intéressés, le *Leadership office of the Hamadab Dam Affected People (LOAHP)*].

(Le barrage soulève aussi le problème des énormes richesses archéologiques peu fouillées que ses eaux vont engloutir. Les plus connues sont les villes et cimetières de l'époque pharaonique et napato-meroïtique de 800 av. JC à 350 de notre ère, dont la capitale Napata, non encore identifiée, les tumulus post-meroïtique et le monastère chrétien de Ghazali. Les équipes archéologiques affluent, encouragées par la promesse gouvernementale de partager avec elles les artefacts trouvés).

Le pouvoir de nuire de Khartoum

Garang doit être premier vice-président de la République le 9 juillet. On ne peut pas être très optimiste sur la manière dont cela fonctionnera. Khartoum souhaite que l'échec de l'expérience anéantisse les rêves de référendum des Sudistes. Il utilise ses pouvoirs de sabotage. Aucun gouvernement soudanais n'a jamais honoré ses promesses au Sud.

Ainsi, le SPLM affirme que les importants champs pétrolifères de Heglig ont été transférés administrativement du district de Paryan dans le Haut Nil, qui a disparu, au district de Kailek nouvellement créé au Kordofan en décembre 2004. Comme le Sud ne doit recevoir la moitié des revenus du pétrole que des champs pétrolifères du Sud, cette question est majeure. L'accord de paix prévoit une Commission de frontière Nord-Sud à être nommée par la Présidence, mais seulement après institution de la Constitution Nationale intérimaire. Or, cette dernière prend des retards considérables. Pour les autres revenus pétroliers dont le Sud n'a rien touché, le retard serait dû au délai apporté à l'établissement de la banque du Sud.

Autre sabotage, le sort des milices sudistes progouvernementales qui sont tous Soudanais, dans la South Sudan Defence Force (SSDF) et des membres ougandais de l'Armée de Résistance du Seigneur (ARS) toujours basée au Sud-Soudan qui recevrait encore des subsides de certains faucons du régime et sèment la terreur. A cela s'ajoute l'Equatoria Defence Force (EDF) qui a rejoint le MLPS en 2003, mais dont une petite partie, l'EDF 2, risquerait de se joindre à l'ARS. Ces milices menacent la paix et la stabilité. Lors du dialogue Sud Sud à Nairobi du 18 au 21 avril, le gouvernement soudanais aurait refusé visas et billets aux délégués de la SSDF ; Khartoum a nié, mais comme l'a dit Garang, ce sont des officiers de l'armée soudanaise et les officiers obéissent aux ordres. Cette décision de dernière minute, prise de crainte d'une réconciliation, détruisait une partie du processus.

Sabotage encore, le retard de Khartoum à donner des visas d'entrée aux militaires occidentaux membres de la mission des Nations Unies de maintien de la paix au Sud, réponse, selon le *Spiegel*, à l'insistance des diplomates occidentales dans l'affaire du Darfour. Ajouterons-nous l'envoi par l'aéroport de Khartoum des mêmes militaires, mais Népalais, à El Obeid au lieu de Kassala ? Etc.

Garang pourra-t-il lutter contre tout cela quand il sera premier vice-Président du pays ? Pourra-t-il lutter pour la paix au Darfour ?

Les énergies de la communauté internationale doivent servir à la mise en oeuvre de l'accord de paix, sinon la guerre recommencera

Une réalité dramatique sur le terrain

Selon les Nations Unies, 75 personnes ont été tuées près de Rumbek et des milliers d'autres déplacées dans une bagarre sur les ressources en eau et en pâturage. Un raid toposa (Sud-Soudan) a fait aussi des morts au Kenya. Des hommes non identifiés ont aussi volés 23 m3 de nourriture au PAM. C'est le résultat d'un début de famine. Le retour des déplacés et une mauvaise saison des pluies en 2004, rendent en effet la situation extrêmement difficile, les gens qui en ont, rationnent leur sorgho et se nourrissent de fruits sauvages et de feuilles. Les feuilles bouillies sont la seule nourriture de beaucoup. On a besoin de beaucoup plus de puits. Parfois les femmes épuisées par l'absence de nourriture, marchent des heures pour aller chercher de l'eau. C'est la pire crise depuis la famine de 1998 qui a tué 60 000 personnes.

Tout le monde a promis de l'argent mais il n'arrive pas malgré les appels du PAM, et de la FAO relayés du Sud-Soudan par Kofi Annan. Garang vient d'appeler les États-Unis à l'aide.

Un équilibre

Khartoum ! l'argent du pétrole

Le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais (MLPS) s'arrête à un gouvernement du Sud-Soudan et à construire le Sud-Soudan sans guerre et dont la majeure partie de la population a été déplacée pour le développement. Pour tout cela il a besoin de l'argent promis qui crie au secours. Sans un réel succès.

Garang a annoncé les priorités du MLPS, le retour des déplacés et de la constitution intérimaire, fin juin la solution du problème de la frontière. Elle commencera par la création de treize routes asphaltées, reliant au Kordofan, Renk dans le Nil Blanc et al Damazin dans le Nil Bleu. Les travaux ont déjà commencé. Sans compter la voie ferrée de Juba à Addis-Abeba. Sans compter non plus la réhabilitation de la circulation fluviale sur le Nil, au Sud de Juba. Puis les services, écoles, hôpitaux, nouveaux bourgs où tous les services seraient présents. Cela doit être fait.

On peut s'inquiéter des fractures à l'intérieur du MLPS à cause de la constitution intérimaire, ainsi que des tensions ethniques, qui ont mené à des assassinats de militaires stricts, suspendant les officiels qui les auraient encouragés jusqu'à maintenant. Un grand nombre de contrats pétroliers d'une illégitimité certaine. Entravé par le MLPS a aussi été lent à organiser d'autres commissions et comités.

Dialogue Sud/Sud

Les milices progouvernementales, qui ravagent les zones pétrolières et autres, ne sont pas venues, Khartoum leur ayant adroitement refusé leur visa de sortie du territoire.

Néanmoins un travail important fut fait. Étaient présents, outre Garang, des représentants des petits partis du Sud, des Églises, d'ONG, des femmes, des jeunes, des chefs traditionnels, des personnes déplacées et des anciens.

Les résolutions font l'objet d'un covenant qui oblige les parties. Il fut pris des décisions sur la réconciliation, basées sur l'expression d'un profond regret et l'élimination des causes de mécontentement. Les délégués se sont engagés à faire connaître l'accord de paix dans tout le Sud et dans les trois régions, notamment en le faisant traduire dans toutes les langues. Il fut décidé que la constitution du Sud-Soudan serait préparée par au moins 40 personnes représentant la communauté sud-soudanaise.

Beaucoup fut dit sur l'égalité hommes/femmes, sur le contrôle des armes à feu, sur les problèmes liés au rapatriement des personnes déplacées et le rôle du gouvernement du Sud-Soudan, de l'ONU, des Églises, de la société civile et des ONG, sur le développement rural. Seront institués, des comités de réconciliation, une commission chargée de diffuser et expliquer l'accord de paix, une commission électorale destinée aussi à dire aux gens leurs droits, et une commission des droits de l'homme. Personne n'est chargé de leur création.

Deux points ont suscité des réserves : le premier comprend la présidence qui ne doit pas excéder deux mandats : si le président vient d'une des trois régions du Sud, le vice-président devra venir de la seconde et le président du Parlement de la troisième. Tout ceci en rotation entre régions. [Ceci vise à l'évidence à éroder la prééminence de Garang et des Dinka] !

Le second est l'emplacement de la capitale. Juba, capitale traditionnelle du Sud, n'est pas centrale, mais n'est pas non plus Dinka, comme Rumbek.

La conférence se réunira tous les deux mois pour assurer le suivi.

[Garang a mal pu convaincre les assistants que le MLPS serait juste envers toutes les communautés du Sud. VS]

Un pays fragile

Oslo ! Oslo ! l'argent promis !

Un pays petit à petit de l'énormité de ses tâches ; il cherche à créer un pays déjà fort peu développé avant qu'il ne soit ravagé par la guerre. Il doit lutter contre la corruption et éviter les escrocs au pouvoir. Du Sud, Kofi Annan l'a demandé avec force. D'autres

ont demandé la formation du gouvernement après l'établissement d'un gouvernement provisoire par les milices progouvernementales, puis l'infrastructure. On veut les villes du Sud entre elles et avec Nyala au Darfour, Kadugli, Nimule vers l'Ouganda et Lokichokio au Kenya. Les routes de Juba à Mombassa et peut-être vers le Nord et de Juba vers la RDC. On veut la création d'un barrage hydro-électrique aux cataractes de Sudd. Enfin le développement agricole, peut-être en créant des fermes, demande l'argent promis.

Il y a des visions politiques divergentes et d'ambitions en compétition et des vols de bestiaux, pour lesquels Garang a donné des ordres. On attend l'achèvement de l'enquête. Le MLPS aurait conclu un certain nombre de contrats par l'absence de structures et une prise de décisions centralisée, mais les crédits demandés par le traité de paix.

L'emprise grandissante de Dubaï

(La Lettre de l'Océan Indien n°1134, 14 mai 2005)

L'Emirates and Sudan Bank envisage d'étendre ses activités sur l'ensemble du pays et d'implanter également des agences au Sud Soudan, région pourtant à dominante chrétienne et animiste. Selon des informations émanant d'une source sud soudanaise, les promoteurs de l'ESB ont déjà pris des contacts avec les dirigeants du Sud Soudan en vue de proposer un prêt important à des conditions avantageuses au futur gouvernement. Ces contacts auraient eut lieu avec le commissaire au commerce et à l'approvisionnement du Sud Soudan, **Taban Deng Gai**, un *Nuer* qui a été membre du groupe sudiste de **Riak Machar**, lequel est un ancien ministre du gouvernement de Khartoum. L'idée de l'ESB serait de conditionner un éventuel prêt au gouvernement du Sud Soudan à l'implantation dans cette région de firmes des Emirats arabes unis, à commencer par la compagnie de télécommunications Etisalat. En effet, cette dernière dans le cadre du consortium Kanartel, a déjà obtenu du gouvernement de Khartoum une licence de second opérateur de téléphone fixe au Soudan (LOI n° 109).

L.O.I. Certains Sud Soudanais craignent une pénétration des institutions financières islamiques dans leur pays à la faveur de ce type de proposition d'aide financière. Un groupe d'anciens dignitaires islamistes du Nord Soudan seraient d'ailleurs déjà à l'affût de telles opportunités. Cette équipe est composée du général Martin Malwal, de l'homme d'affaires Altayeb Alnus et de son gendre, Osman Mohamed Al Hassan.

TOTAL et le White Nile Un roman policier

Total avait depuis 1980 une concession dans le Sud où son exploration fut arrêtée en 1985 à cause de la guerre ; il avait poursuivi la location de la concession pendant toutes ces années et signé un amendement au contrat en décembre 2004 avec Khartoum. L'accord de paix du 9 janvier 2005 prévoit que les anciens contrats sont honorés et que les nouveaux contrats au Sud seront signés par une commission paritaire. Une société anglaise, White Nile, fut créée par un joueur de polo qui a déclaré avoir signé l'été 2004 un accord de concession sur la concession Total avec le gouvernement du Sud-Soudan. Mais la cotation de White Nile sur le London Stock Exchange fut suspendue par les autorités avant d'être rétablie puis suspendue à nouveau. Les administrateurs de White Nile cherchent des fonds désespérément. Ils vont demander à leurs actionnaires lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin de donner à la société pétrolière sudiste 50 ou 60% de leurs actions selon les sources. Les journaux soudanais *Khartoum Monitor* et *al Ayam* ont interviewé un vice-président de Total, Jean-François Lassalle. Nous reproduisons des extraits de cette interview du 31 mai, qui fut publiée sur *Sudan Tribune*.

« ...Dans une circulaire datée du 4 février 2005 White Nile a dit que ses administrateurs « ont identifié plusieurs occasions, mais on n'est entré dans aucun engagement ferme ». Donc, après la signature de l'accord de paix, White Nile n'avait pas de contrat. Pendant longtemps, White Nile n'a pu produire aucun document montrant la réalité de leurs droits et la correspondance qu'ils ont envoyée au London Stock Exchange pour rétablir la vente de leurs actions sur AIM [le second marché londonien], à notre avis, induit en erreur et pourrait constituer une prévarication..... Il est absolument évident qu'une exploration et exploitation pétrolière de cette taille demande de hautes capacités techniques et financières. ...

Donner des droits exclusifs d'exploitation dans la même région à différents propriétaires est tout à fait exceptionnel dans le monde pétrolier Total participera à apporter investissement et infrastructure au Soudan, Notre projet est basé sur le développement durable...Nous voulons travailler en pleine transparence avec le plein respect des populations.....selon les principes des droits de l'homme.... »

Une des difficultés de Total serait que Garang n'aurait pas signé l'accord avec le White Nile, mais il ne voudrait ou ne pourrait pas se fâcher avec ceux qui l'ont signé. La mauvaise volonté du MLPS à l'égard de Total serait due au fait qu'après être parti du Soudan en 1985, Total continua de lui fournir des subsides, mais que ceux-ci furent arrêtés en 1992, quand le MLPS subit une scission et que l'Éthiopie cessa de le soutenir, c'est-à-dire au pire moment pour lui. Toutefois Total refusa d'exploiter dans les horribles conditions de massacres qui prévalaient à l'époque. La décision devrait être prise après la formation du gouvernement du Sud-Soudan.

JUBA

Bonheur de la paix

De notre correspondant

Juba, toujours occupée par l'armée soudanaise, vit dans l'espoir. Un premier bonheur, les forces de Sécurité ont arrêté de harceler les citoyens. On peut sortir de Juba et des commerçants en profitent pour alimenter la ville à partir de Yei, seulement à vélo le plus souvent. Bien sûr les écoles ont toujours le programme soudanais, les enfants doivent répéter à l'envi : « Je suis arabe et

musulman », bien que ni l'un ni l'autre ne soient vrais. L'hôpital marche toujours bien, grâce à la Croix-Rouge, L'arrangement entre les évêques catholique et épiscopalien n'a presque plus de raison d'être : ils ne s'absentaient pas ensemble de la ville de façon à ce que chacun puisse s'occuper de la communauté de l'autre en cas de problème. L'arrivée du MLPS est la grande attente.

SUD-SOUDAN

Une structure originale

La chambre des Nationalités

Les fonctions de cette Chambre sont multiples : prévenir et résoudre les conflits, servir de lien entre le gouvernement central et les communautés rurales, aménager les lois coutumières, en particulier celles ayant pour base la discrimination sexiste ou des pratiques préjudiciables telles l'arrachage des incisives supérieures, servir de cour d'Appel pour les jugements traditionnels, s'efforcer d'harmoniser certaines langues, servir de Cour consultative pour tout ce qui a une incidence sur les communautés traditionnelles. Un dialogue entre leaders traditionnels, femmes et jeunes sera institutionnalisé pour modifier les lois coutumières là où le besoin se fait sentir.

Les membres des Chambres représenteraient les nationalités (tribus). Les décisions, selon la coutume africaine, seront prises par consensus. Les réunions auront lieu successivement dans des régions différentes. Les membres des chambres ne seront pas des fonctionnaires. Le financement sera endossé par le Parlement pour éviter une influence gouvernementale induite.

Les leaders traditionnels ont accueilli avec joie l'idée de lier leurs efforts à ceux des leaders du Botswana, de l'Afrique du Sud, du Ghana et de la côte française des Somalis, où de tels systèmes existent déjà.

Les femmes et les jeunes ont très bien accueilli cette nouvelle institution qui leur donnera la possibilité de dialoguer avec les leaders traditionnels pour leur permettre d'évoluer. Le MLPS, de son côté a accepté l'idée.

FRONT EST

Khartoum mobilise ses réserves

Il est urgent d'empêcher l'aggravation de la situation dans l'Est. La communauté internationale a déjà sur les bras au Soudan, la solution de la crise au Darfour et la difficile mise en œuvre de la paix au Sud. Nul n'est besoin d'une troisième crise majeure. Khartoum devrait être poussé à négocier avec le Front Est au lieu de poursuivre ses manœuvres dilatoires ou de bavarder avec des groupes non représentatifs. L'enjeu stratégique que représente Port-Soudan, son port pétrolier, l'oléoduc qui traverse tout l'Est pour atteindre ce port, et la route Khartoum Port-Soudan, est plus important que celui du Darfour. Le MLPS pourrait avoir une bonne influence sur ces pourparlers.

Parmi les manœuvres dilatoires, citons une conférence organisée par le gouvernement sur le développement de l'Est avec la participation des leaders traditionnels, mais sans les rebelles. Il a promis 88 millions de dollars en 3 ans pour le développement et la restauration de l'infrastructure. Cela n'a même pas satisfait les présents qui ne veulent pas que tout soit décidé de Khartoum. Toutefois ils étaient contents d'avoir pu parler librement. Les rebelles, auxquels s'est adjoint le Mouvement pour la Justice et l'Égalité (rebelle islamiste du Darfour), ont tué 15 personnes dont des fonctionnaires et kidnappé trois parlementaires à leur retour de la conférence. L'association de droits de l'Homme soudanaise SOAT fait remarquer que l'assassinat et l'enlèvement de civils sont des atteintes au droit humanitaire international et que de plus MJE rompt son accord de cessez-le feu. Les kidnappés seraient en Érythrée.

Pour le régime, cela annonce une attaque contre les cibles

stratégiques désormais survolées par des hélicoptères de l'armée ; il a rappelé ses réservistes de l'Est, mais heureusement ne semble pas vouloir former des milices, ce dont nous le félicitons.

Une série d'incendies dont la cause est inconnue a eu lieu dans l'Est, l'État de Gedaref, brûlant des villages et un marché. La police enquête depuis le 13 mai et l'on n'a aucune nouvelle, ce qui pourrait sembler suspect.

Amnesty International a lancé un appel pour la libération ou l'inculpation des 16 membres du Congrès Béja qui furent arrêtés lors d'une manifestation pacifique à Port-Soudan en janvier (voir VS janv. fév.).

OPPOSITION

Le parti de Tourabi se reconnaît coupable du coup d'État de 1989 et s'allie avec l'Umma de el Mahdi

Le gouvernement allait être pris de vitesse par une autre opposition, le parti du Congrès National Populaire (CNP) de Tourabi. Dans un premier temps le CNP approcha le petit parti communiste qui ne voulut rien entendre parce que Tourabi est responsable du coup d'État qui amena le régime actuel au pouvoir. Le PNC reconnut sa responsabilité et se déclara prêt à être jugé pour toutes ses actions depuis l'indépendance jusqu'à son éviction du pouvoir.

Ceci étant déblayé, le PNC forma avec l'Umma une Alliance Nationale pour promouvoir la démocratie et appeler à une conférence nationale qui approuve la paix de janvier avec le Sud. On se souvient que Tourabi avait renversé Sadek el Mahdi, alors premier ministre, et l'avait mis en prison. Toutefois la femme de Tourabi, Widad, est la sœur de Sadek, et on ne peut qu'évoquer le règne de la classe politique du centre nord du Soudan sur le reste du pays.

L'Umma qui a refusé de faire partie de la Commission de Révision de la Constitution parce que son parti n'avait pas assez de sièges, dit qu'il refusera de faire partie du gouvernement intérimaire. Il prédit que le Soudan va vers l'éclatement avec le référendum du Sud, les problèmes au Darfour, dans l'Est et ailleurs. Il est boycotté par le régime pour avoir approuvé l'envoi de Soudanais devant la Cour Pénale Internationale.

Une coordination existe désormais entre cette Alliance Nationale et l'Alliance Nationale Démocratique.

Mécontentement aux Monts Nouba

Les Monts Nouba, dans le centre du pays, ont participé à la guerre du Sud mais n'ont aucune aide internationale. Un cessez-le feu les partagea, d'un côté l'armée gouvernementale, de l'autre l'ALPS. Mais l'accord de paix de janvier les rattacha au Nord, avec une toute petite mesure d'autonomie. De plus en plus de gens en zone ALPS, redouteraient le moment où ils passeront sous domination de Khartoum. Le sentiment serait le même en région déjà régie par les troupes gouvernementales.

L'abondance de nouvelles nous empêche de parler de la constitution, ce que nous ferons dans le prochain numéro.